

Avis de convocation / avis de réunion

Convocations

MonFinancier

Société Anonyme au capital de 503.619 Euros
Siège social : 28, avenue Marceau - 75008 Paris
451.010.821 R.C.S. Paris

Avis de réunion valant avis de convocation

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont informés que le Conseil d'Administration de la société a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire le 6 juin 2019 à 9 heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

- Modification de l'objet social
- Modification de l'article 2 des statuts relatif à l'objet social
- Pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE RESOLUTION

Modification de l'objet social

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires décide d'étendre l'objet social, à compter de ce jour, en rajoutant à l'article 2 des statuts les 2 paragraphes suivants et en complétant le dernier paragraphe comme suit :

.../...

- *La prise, la détention et la gestion de participations dans d'autres sociétés, directement ou indirectement, la possibilité de fournir un support administratif aux sociétés dont elle détient des participations ;*
- *La cession de tout ou partie de ses actifs, de ses participations dans d'autres sociétés ;*
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, *en ce compris la souscription de toute garantie dans le cadre du financement de ses activités ou de la cession de ses participations*, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Le reste de l'article est inchangé.

DEUXIEME RESOLUTION

Modification de l'article 2 des statuts

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier, à compter de ce jour, l'article 2 des statuts relatif à l'objet social, il est désormais rédigé comme suit :

« Article 2 - Objet

La société a pour objet directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- *L'exploitation sous quelque forme que ce soit, de toutes activités d'édition, de presse, de centre d'information, de télématique, de messagerie électronique à destination des actionnaires de sociétés cotées, l'exploitation de tous journaux, revues et publications quelconques et toutes opérations liées à l'édition ;*

- *La communication, la publicité sous toutes ses formes, le conseil en communication, l'animation et la formation au sein des entreprises et tout ce qui concourt à la vie et au développement de l'entreprise ;*
- *L'étude, la conception et la réalisation de tous outils s'y rapportant ;*
- *Le conseil, l'assistance technique et la fourniture de supports logistiques à toutes entreprises ou organismes qu'ils soient publics, semi-publics ou privés ;*
- *La participation de la société par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;*
- *La prise, la détention et la gestion de participations dans d'autres sociétés, directement ou indirectement, la possibilité de fournir un support administratif aux sociétés dont elle détient des participations ;*
- *La cession de tout ou partie de ses actifs, de ses participations dans d'autres sociétés ;*
- *Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, en ce compris la souscription de toute garantie dans le cadre du financement de ses activités ou de la cession de ses participations, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ou susceptible d'en faciliter la réalisation.»*

TROISIEME RESOLUTION

Pouvoirs en vue des formalités

L'Assemblée Générale décide que toutes les formalités requises par la loi, seront faites à la diligence et sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration qui pourra se substituer tout mandataire de son choix.

Elle confère tous pouvoirs au porteur d'une copie certifiée conforme du présent procès-verbal.

En application de l'article R 225-71 du code de commerce, les actionnaires justifiant de la possession de la fraction de capital exigée au moyen d'une attestation d'inscription en compte, pourront, dans le délai de vingt cinq jours au moins avant l'assemblée, requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolution par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société.

Le présent avis vaut avis de convocation, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour, à la suite de demandes d'inscription de projets de résolution présentée par des actionnaires.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Conformément aux dispositions du décret du 23 mars 1967, modifié le 11 décembre 2006 et notamment à la nouvelle rédaction de son article 136, il est justifié du droit de participer aux assemblées générales par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, en application du 7ème alinéa de l'article 228-1 du Code de Commerce au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à 0 heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titre au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Nul ne peut représenter un actionnaire à l'assemblée, s'il n'est lui-même membre de cette assemblée, son conjoint, son partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou son représentant légal.

Les actionnaires pourront utiliser l'une des formes de participation suivantes :

- soit assister personnellement à l'assemblée ;
- soit remettre une procuration sans indication de mandataire ;
- soit utiliser et faire parvenir à la société un formulaire de vote par correspondance.

Il est rappelé qu'une seule des deux formules doit être remplie, le vote par correspondance étant exclusif du vote par procuration et réciproquement. Seuls pourront être pris en considération les formulaires parvenus au siège social au plus tard deux jours avant la date de réunion.

Le Conseil d'Administration